

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 30 – 24 août 2023

En bref

Selon le DANE, l'économie colombienne a enregistré une croissance de 0,3 % g.a. au T2 2023. Ainsi, l'activité a baissé de -1 % vis-à-vis du T1 2023 : une contraction significative de l'activité économique. Selon l'analyse de Bancolombia, ce résultat est en grande partie imputable au contexte monétaire marqué par des taux d'intérêt élevés qui pénalisent la demande. Cette politique monétaire restrictive a eu un impact important sur les différents secteurs de l'économie. La dépense publique a été le facteur le plus dynamique, affichant de bons résultats aussi bien du côté de l'offre que de la demande. En revanche, les secteurs de la construction, de l'agriculture et du commerce ont subi une forte décélération. Malgré cette dynamique, Bancolombia estime que certains indicateurs anticipés, positifs, **corroborent une projection de croissance autour des 1,2 % pour 2023.**

LE CHIFFRE À RETENIR

0,3 % g.a.

Il s'agit du taux de croissance qu'a enregistré la Colombie au T2 2023.

Zoom sur : L'Équateur vote pour le premier tour des élections présidentielles et pour la suspension des exploitations pétrolières en Amazonie.

Le mois d'août est marqué par une dense activité politique en Équateur. Le 20 août dernier se tenait le premier tour des élections présidentielles qui a vu la candidate « correïste » Luisa Gonzalez, héritière politique de l'ex-président Rafael Correa, émerger comme favorite en obtenant 33 % des suffrages. Le second tour qui se tiendra le 15 octobre prochain l'opposera à Daniel Noboa (23 %), candidat de droite, entrepreneur et challenger inattendu de cette présidentielle anticipée. En parallèle, le référendum du 20 août marque un tournant majeur dans la politique énergétique du pays. En effet, 59 % des votants ont approuvé l'arrêt de l'exploitation pétrolière du Bloc 43 qui se trouve dans la réserve amazonienne de Yasuni. Ce gisement revêt une importance emblématique pour le pays, puisqu'il contribue substantiellement à la production nationale de pétrole, représentant 12 % des 466 000 barils extraits quotidiennement. D'après les projections de la BCE, à court terme (d'ici 2026) cela représenterait un manque à gagner de 3,5 Mds USD pour l'État et de 14,7 Mds USD d'ici 2043 ayant des répercussions majeures sur l'économie équatorienne et notamment sur les collectivités locales et les universités qui dépendent de ces ressources. En outre, le déficit budgétaire connaîtrait une augmentation notable de 2,3 Mds USD d'ici 2026. Cette cessation d'opérations aurait également un impact direct sur l'emploi, avec une projection de perte de plus de 107 000 emplois d'ici 2025. L'autorisation de ce référendum a été accordée en mai par la plus haute juridiction équatorienne (contre l'avis du gouvernement), marquant ainsi une étape majeure dans le processus de décision de la politique énergétique.



BOLIVIE

La Lettonie, la Russie et le Japon sont les principaux clients du lithium bolivien au S1 2023.

Selon l'Institut National de la Statistique (INE), entre janvier et juin, la Bolivie a exporté 202 tonnes de lithium, pour une valeur 6,6 MUSD. Au cours du S1 2023, les principaux clients du carbonate de lithium ont été la Lettonie, la Russie et le Japon. La Lettonie devient un client important de la Bolivie en termes de lithium avec l'acquisition de 75 % de la production issue de l'usine pilote située dans la ville de Llipi, dans le Salar de Uyuni, Potosí (152 T soit 2,9 MUSD). En 2022, les exportations de lithium ont atteint 635 tonnes, représentaient 39 MUSD et étaient principalement destinées à la Russie (585 T pour 37,8 MUSD) et à la Chine (50 T et 3,7 MUSD).

La Bolivie a finalisé le paiement des obligations souveraines de 500 MUSD émises en 2013.

Le 22 août, la Bolivie a effectué le paiement du dernier versement, pour 189 MUSD (capital et intérêts), des titres souverains émis en 2013 pour 500 MUSD. Le gouvernement bolivien espère que ce signal sera susceptible d'encourager les agences de notation à améliorer la note de crédit du pays sur les marchés financiers après l'avoir abaissée en mars et avril 2023 (aujourd'hui à B- pour S&P et Fitch, Caa1 pour Moody's). En juin, la dette publique extérieure s'élevait à 13,3 Mds USD et représentait 29,2 % du PIB.

COLOMBIE

| Indicateurs | Variation hebdomadaire | Variation en g.a. | Ce jour |
|-------------------------------|------------------------|-------------------|-------------|
| Bourse (COLCAP) | -2,8 % | -15,6 % | 1 100,9 pts |
| Change USD/COP | -0,2 % | +5,9 % | 4 129,9 |
| Change EUR/COP | +0,7 % | -1,85 % | 4 457,8 |
| Prix du baril colombien (USD) | -2,99 % | -15 % | 78,88 |

Le gouvernement souhaite mener une politique économique contracyclique.

A la suite de la modeste croissance du PIB colombien enregistrée au deuxième trimestre (0,3 % g.a., cf. supra) et aux baisses dans des secteurs clés tels que l'industrie (-4 % g.a.), la construction (-3,7 % g.a.), le commerce (-3,2 % g.a.) et l'agriculture (-1,4 % g.a.), le gouvernement colombien se mobilise pour mettre en place un plan contracyclique visant à revitaliser l'économie d'ici la fin de l'année. Selon le Ministre des Finances, Ricardo Bonilla ce plan, se matérialise par une augmentation des dépenses publiques, en ciblant particulièrement les secteurs en difficulté précédemment évoqués. Les secteurs industriels et commerciaux touchés par la décélération économique appellent à la mise en œuvre de politiques favorisant l'investissement et la confiance, ainsi qu'à la relance de projets d'infrastructure et de construction.



Certains économistes estiment néanmoins qu'une simple politique contracyclique pourrait ne pas suffire à résoudre les symptômes de récession émergents, soulignant le besoin d'une réduction de l'incertitude politique et d'un meilleur dialogue avec le secteur privé pour assurer une reprise économique durable.

Quelques chiffres sur la formalisation des terres dans le cadre de la réforme agraire.

La ministre de l'Agriculture, Jhenifer Mojica, et le directeur de l'Agence nationale des terres (ANT), Gerardo Vega, ne sont pas d'accord sur les chiffres de formalisation des terres dans le cadre de la réforme agraire en Colombie. Alors que J. Mojica compte environ 300 000 hectares de terres formalisées, G. Vega affirme qu'1,2 million de titres ont été remis depuis le début du mandat de Gustavo Petro, notamment grâce à la création de bureaux spécialisés à l'ANT. Selon Vega, cela inclut des titres accordés aux personnes ayant précédemment demandé des terres par le biais d'entités telles que l'INCODER ou l'INCORA. Pour rappel, l'objectif de l'Accord de paix est d'acheter 3 millions d'hectares et d'en formaliser 7 millions.

Les résultats financiers des EPS en crises.

Les Entités Promotrices de Santé (EPS, entités privées chargées de fournir les services de santé) font face à un bilan financier préoccupant en raison de leurs difficultés pour couvrir les coûts croissants des soins médicaux. Selon le régulateur de la santé, les données récentes du T1 2023 révèlent que 26 EPS analysées sur 29 ont enregistré un déficit de 51 MEUR. Bien que cela représente une réduction de 37 % par rapport à la

même période en 2022, cette situation suscite des inquiétudes. Sur les 26 EPS examinées, seulement dix ont enregistré un bénéfice s'élevant au total à 54 MEUR, tandis que les 16 autres, dont certaines de grande taille, ont accumulé des pertes s'élevant à 106 MEUR. Parmi celles ayant subi les plus grandes pertes, figure Famisanar (-28 MEUR), suivi d'Ecoopsos (-18 MEUR), et Savia Salud (-14 MEUR). L'autre facteur préoccupant réside dans la grave détérioration du patrimoine du secteur. Le patrimoine net de ces 26 EPS, à la fin du T1 2023, s'établit à -610 MEUR. Cette somme est près de cinq fois supérieure au déficit enregistré à la même période en 2022, qui était de 125 MEUR.

Ricardo Bonilla présente un projet de budget national de 114 Mds EUR pour 2024.

Le ministre des Finances, Ricardo Bonilla a présenté son projet de loi de finances pour 2024, pour un montant de 114 Mds EUR soit une augmentation nominale de 19 % vis-à-vis du budget 2023. Il a ensuite détaillé son utilisation : les dépenses de fonctionnement de l'Etat représenteraient 70,3 Mds EUR, le service de la dette 21,5 Mds EUR et l'investissement 22 Mds EUR. Concernant le financement de celui-ci, le ministre a réaffirmé l'importance de considérer les recettes fiscales comme source prioritaire de financement. Ainsi sur le total, 75 Mds EUR devraient être issus du système fiscal, 33,5 Mds EUR du capital de l'Etat et le reste de fonds spéciaux et de revenus parafiscaux. Le Ministre a également précisé la volonté du gouvernement de prioriser les dépenses sociales avec ce nouveau budget.



Hausse des taux sur les dépôts bancaires à termes (CDT) en Colombie de +0.8 pdp.

Au mois de juillet, les taux moyens associés aux Certificats de Dépôt à Terme (CDT) ont affiché une progression notable qui rompt avec la dynamique de ces derniers mois, en s'établissant à 14,27 % (+0,81 pdp vs avril 2023) en termes d'intérêt annuel effectif. Cette élévation des taux découle d'une concurrence accrue entre les institutions bancaires qui souhaitent attirer des capitaux, certaines d'entre elles proposent des taux allant jusqu'à 16,48 %. La dynamique des taux a suivi une trajectoire caractérisée par une contraction à partir du mois de février, atteignant un niveau plancher de 13,46 % en avril (-3,54 pdp vs janvier), avant de progressivement rebondir. Cette évolution est imputable à divers facteurs : l'inflation à 11,78 % en juillet et le niveau des taux directeurs de la Banque centrale, à 13,25 % ; la diminution de liquidités dans l'économie ; certains aspects réglementaires issus du Comité de la régulation financière ou encore la gestion de fonds notamment du Fonds National de Pension des Entités Territoriales.

GUYANA

Le Ministre des Travaux Publics confirme la mise en service du projet solaire de Mahdia en 2024.

Lors d'une réunion virtuelle de l'Alliance Solaire Internationale (ISA) pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Ministre des travaux publics, Deodat Indar a annoncé la finalisation de la construction du parc solaire de Mahdia (Potaro-Siparuni), d'une

valeur de 1,6 MEUR en 2024. Le projet est financé par la Banque interaméricaine de développement (BID) et bénéficiera à environ 3 000 résidents. Le pays poursuit donc sa stratégie de diversification et de décarbonation de son mix énergétique, visible également à travers d'autres productions notamment à Lethem et Bartica, qui ont respectivement évité l'utilisation de 2 246 et 1 100 barils de diesel. Les îles de Leguan et Wakenaam prévoient aussi l'installation de parcs solaires de 0,6 MW et 0,75 MW.

PEROU

La croissance du PIB péruvien cette année devrait être la plus faible depuis 14 ans.

Selon La Republica, la croissance de l'économie péruvienne devrait se situer autour de 1 % en 2023, le quotidien Gestion anticipe lui une croissance de 0,6 %. Cela constituerait le taux de croissance le plus faible enregistré par le pays en 14 ans (1,1 % observés en 2009) en excluant la période pandémique. Le ministre de l'Économie et des Finances, Alex Contreras, se veut plus optimiste en projetant une croissance d'environ 1,5 % cette année, tandis que le président de la Banque centrale (BCRP) prévoit une croissance d'environ 2 % au troisième trimestre et 4 % au quatrième trimestre indiquant que l'économie se trouve, pour l'heure, à son niveau le plus bas. Selon Álex Contreras, l'économie connaît un « ralentissement structurel » lié à une perte de confiance des entreprises (baisse des investissements privés) et à la réduction des revenus des ménages, causée par des « chocs exogènes à fort impact » tels que le cyclone Yaku, les conflits sociaux depuis l'arrivée au pouvoir de



Dina Boluarte (forte instabilité politique) et le phénomène El Niño.

La pauvreté pourrait toucher un tiers des Péruviens cette année.

On recense en 2022, près de 9,1 millions de péruviens vivant sous le seuil de pauvreté monétaire (111 USD/mois/habitant), soit plus de 27% de la population. La décélération économique que connaît le pays en 2023 laisse craindre l'augmentation pour la seconde année consécutive de la pauvreté monétaire parmi la population avec une projection à 9,7 millions de personnes pour 2023 soit plus de 28 % de la population, se rapprochant du seuil fatidique des 30 % atteint lors de la pandémie en 2020. Les anomalies climatiques liées au phénomène El Niño pourraient par ailleurs accentuer cette tendance.

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) ne financera pas l'indemnisation des Rutas de Lima.

Le Ministre de l'Economie et des Finances, Alex Contreras, a affirmé que le MEF ne financera pas d'éventuelle compensation à la société Rutas de Lima, face à la menace du Maire de Lima, Rafael López Aliaga, de résilier unilatéralement le contrat de concession des péages. Le MEF rappelle qu'une rupture de contrat serait préjudiciable pour le pays en créant un précédent qui engendrerait une perte de confiance des investisseurs internationaux. Sans le soutien du MEF, la municipalité métropolitaine de Lima (MML) pourrait avoir des difficultés à payer une éventuelle compensation à Rutas de Lima,

d'autant plus que le conseil budgétaire a annoncé en juillet que la MML connaissait des niveaux d'endettement dangereux.

VENEZUELA

Règlementation des zones économiques spéciales (ZEE).

Un an après la signature de la LOZEE (Loi organique des zones économiques spéciales) dans le cadre d'une stratégie de relance économique, plusieurs décrets de réglementation ont été ratifiés. Ils conduisent ainsi à la création 4 ZEE dont le Paraguaná (Falcon) ; La Guaira (Nord-centre) ; La Tortuga et une ZEE militaire (Aragua). Les ZEE de Nueva Esparta (sur l'île de Margarita, ancien port libre) et de Puerto Cabello-Moron (Carabobo), où se trouvent d'importantes infrastructures portuaires et d'importantes raffineries, n'ont pas été retenues.

L'opposition vénézuélienne repousse l'échéance des obligations à 2028.

L'Assemblée nationale vénézuélienne dirigée par l'opposition a voté en faveur de la prolongation pour cinq ans (jusqu'en 2028) de la validité des titres publics émis par le gouvernement et PDVSA (compagnie pétrolière publique), impayés depuis le défaut du Venezuela en 2017. Cette décision vise à réduire les risques de poursuites judiciaires aux États-Unis, où les titres ont été émis et où les créanciers cherchent à récupérer les dettes liées aux expropriations et aux impayés. L'objectif est d'encourager une « restructuration ordonnée » de la dette vénézuélienne : elle inciterait les



créanciers à attendre une restructuration en ne poursuivant pas (pour l'heure) le Venezuela en justice. Les impayés (capital et intérêts) du Venezuela et de PDVSA représentent 55 Mds USD (selon Sintesis Financiera). La Vice-présidente et ministre des finances, Delcy Rodriguez, avait proposé un accord similaire en mars, qui n'a pas pu être appliqué car les tribunaux étatsuniens ne reconnaissent pas le gouvernement de N. Maduro. La prolongation de l'échéance des obligations doit encore être approuvée par les États-Unis.

Les données de Conindustria indiquent que plus de la moitié des transactions économiques sont illégales.

Selon Conindustria (association des entreprises industrielles privées) les pratiques illégales (contrebande, évasion fiscale, commercialisation sans brevet, contrefaçon, etc.) concernent plus de la moitié des transactions. Plus de la moitié des entreprises (53 %) déclarent que les activités illégales pénalisent leur croissance. Les produits illégaux (non taxés, non conformes etc.) sont commercialisés à des prix inférieurs et concurrencent déloyalement les entreprises qui travaillent dans le secteur formel de l'économie. Ainsi, d'après Guillermo Walli, directeur de Conindustria près de 70 % des boissons alcoolisées circulant dans le pays seraient illicites, et les cigarettes de contrebande représenteraient un manque à gagner de 200 MUSD par an pour l'État.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2023) :

| | Population (M) | PIB à prix courants* (Mds USD) | Croissance du PIB | | Compte courant (en % du PIB) | Dette publique brute (en % du PIB) | IDH (rang mondial) | | Inflation (%) |
|------------------|-------------------|--------------------------------------|----------------------|---------|------------------------------------|---|-----------------------|------------------------------------|---|
| | 2023 p | 2023 p. | 2022 | 2023 p. | 2023 p. | 2023 p. | 2021 | Variation par rapport à 2020 | Variation en fin de période, 2023 p. |
| BOLIVIE | 12,13 | 46,1 | 3,2 | 1,8 | -2,5 | 82,3 | 118 | +1 | 3,6 |
| COLOMBIE | 52,16 | 334,7 | 7,5 | 1,0 | -5,1 | 62,0 | 88 | 0 | 8,4 |
| EQUATEUR | 18,23 | 121,3 | 3,0 | 2,9 | 2,0 | n.a. | 95 | +4 | 2,3 |
| GUYANA | 0,794 | 16,3 | 62,3 | 37,2 | 27,9 | 29,8 | 108 | +1 | 6,0 |
| PEROU | 34,51 | 268,2 | 2,7 | 2,4 | -2,1 | 33,0 | 84 | +1 | 3,0 |
| SURINAME | 0,624 | 3,5 | 1,3 | 2,3 | -0,04 | 112,2 | 99 | -7 | 28,2 |
| VENEZUELA | 26,54 | 96,6 | 8,0 | 5,0 | 5,0 | n.a. | 120 | -2 | 250,0 |
| ARGENTINE | 46,76 | 641,1 | 5,2 | 0,2 | 1,0 | 76,3 | 47 | 0 | 88,0 |
| BRESIL | 215,2 | 2 081,2 | 2,9 | 0,9 | -2,7 | 88,4 | 87 | -1 | 5,4 |
| CHILI | 20,11 | 358,6 | 2,4 | -1,0 | -4,2 | 36,6 | 42 | +1 | 5,0 |
| MEXIQUE | 131,2 | 1 663,2 | 3,1 | 1,8 | -1,0 | 55,6 | 86 | +2 | 5,0 |

Sources : données FMI (WEO, avril 2023), PNUD.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international